

Y-a-t-il des journalistes dans la salle ?

Tribune - Opinions - Rakotondravelo T. - 31/05/12

La foule adore toujours écouter les discours de la haine, mais quand c'est tous les jours que Dieu fait, c'est tout de même lassant et les auditeurs les plus fervents de la station zappent. La radio Free FM finit par interpellier sur les véritables fonctions du journalisme, voire sa raison d'être. Quand elle appelle la foule à un rassemblement illégal à risques sur la place du Treize mai, est-ce toujours du journalisme ? Quand les discours radiophoniques visent à semer les graines de la désobéissance civile, est-ce toujours du journalisme ? Quand l'essentiel de la production se réduit à discréditer les autorités, est-ce toujours du journalisme ? Quand la marge est infime entre outrages et outrances, entre grossièreté et vulgarité, entre incorrection et inconvenance, est-ce toujours du journalisme ? Quand on veut à tout prix accrocher les auditeurs pour les mener ensuite à l'abattoir, est-ce toujours du journalisme ? Il y a journalisme et journalisme, mais il faudrait ne pas confondre avec cynisme, attrape-nigaud et pourvoyeur d'espèces sonnantes et trébuchantes à l'abri du fisc. Je n'entends pas l'américain, mais aux Etats-Unis, le sieur Limbaugh, journaliste radiophonique éminent dans la spécialité des vacheries politiques, a signé il y a un ou deux ans, un contrat de 400 millions de dollars avec la société Fox news. Pourquoi ? Limbaugh est un véritable tueur radiophonique et des millions d'Américains l'écoutent. C'est une somme bien au-delà de rêves de nos petits écrivassiers qui courent après les enveloppes des conférences de presse et hantent les antichambres ministérielles. Un écho rend compte qu'il s'est aussi payé une pipe en or massif. Quand on gagne des milliards avec sa gueule, il faut bien la gratifier en termes d'image de marque. Comme dit l'adage, la parole est d'or et le silence ne nourrit pas son homme (ou sa femme). Dont acte. Quand on entend les insanités qui déferlent tous les jours depuis certaines stations, on ne peut croire qu'elles n'aient pas été dûment « subventionnées » pour les besoins d'une ou de la cause.

La liberté d'expression ou d'opinion ne justifient absolument pas les libertés prises contre la correction ou la bienséance des commentaires. C'est une règle professionnelle que respectent dans les limites de leur culture, de leurs compétences et surtout, de leur éducation, les journalistes de la presse écrite. Etant donné que les écrits restent, alors que les paroles s'envolent, ils s'exposent plus à la rigueur des tribunaux que leurs confrères de la radio. Des jours et des mois après la parution, des victimes peuvent en effet porter plainte pour diffamation ou diffusion de fausses nouvelles. Elles peuvent tomber par hasard ou par la grâce d'amis bien intentionnés, sur des informations cochées noir sur blanc qui peuvent salir leur réputation. Pour la radio, c'est un peu plus compliqué, mais on n'entendra jamais RFI sortir de la décence du langage ou des critiques. Les agences ou la grande presse internationale ne se départent pas des exigences de la politesse. La vérification des informations, leur recoupement et l'équilibre des interventions sont des obligations professionnelles. Les journalistes de ces maisons pèsent leurs mots pour éviter la faute suprême, l'agression. Cela fait mauvais genre et la permissivité publique en ce qui concerne les faits d'armes des tabloïds en matière de violations de la vie privée, étonneront toujours. De ce point de vue, la presse a souvent été accusée de prostitution qui se livre au racolage sur la voie publique. Dire tout, n'importe quoi et selon les règles du lavage de cerveau et du docteur Coué, résume les objectifs de toutes les radios des Mille collines du monde. Il s'agit de se forger une clientèle totalement soumise comme un chien à la voix de son maître. Hitler et Goebbels ont saisi l'intérêt de la communication et de l'information biaisée pour des intérêts partisans ou les intérêts de l'Etat nazi. De quel Etat les radios comme Free Fm ou des journaux de la même tendance, pour ne pas dire de la même mouvance, défendent-ils les intérêts ?

Le journalisme aux ordres a toujours existé. On ne peut imaginer qu'un propriétaire, même s'il s'agit d'un magnat de la presse privée comme Murdoch, laisserait l'avenir de ses milliards d'investissements entre les mains de journalistes. Il a l'obligation de moduler l'utilisation de sa propriété pour ne pas qu'elle soit la cause de sa ruine ou de sa faillite. Charité bien ordonnée commence par soi-même avant les intérêts publics et un patron de presse digne de ce nom, veille à équilibrer patriotisme et ses propres intérêts. Tous reconnaissent ou devraient reconnaître que la profession n'a pas vocation à détruire la nation, même avec les plus belles raisons du monde. Les Anglais défendent toujours leur pays, parce que c'est leur pays. Et que cela justifie tout. « Right or wrong, my country is my country ». Qu'il ait tort ou raison, mon pays est mon pays, en traduction libre. Alors, de quel Etat Free FM défend-t-il les intérêts ? Il n'existe pas encore, mais l'acharnement contre les institutions ou le chef de l'Etat témoigne que des pressions s'accroissent depuis quelque part, pour justifier les frais engagés ou les investissements consentis. La chute de la Transition et le départ d'Andry Rajoelina sont devenus des objectifs majeurs. A bien observer la conjoncture, il faudrait les faire passer aux profits et pertes. L'outrance est une faute

contre la crédibilité, c'est même un signe de faiblesse. D'aucuns pensaient au début que la foule chauffée à blanc à longueur de journées, répondrait en masse aux appels. Il n'en fut rien. La énième décision de se rassembler sur la Place du Treize mai, laisse augurer le pire. Les échecs à répétition « forceraient » à inventer une stratégie du désespoir, comme un remake de la tragédie des Tours jumelles de New York frappées par Ben Laden. Incendier de nouveau l'Hôtel de ville est impensable, mais des professionnels de la politique politicienne pourraient bien sortir de leur imagination féconde, un détonateur pour faire sauter la baraque. C'est de cette culture de la haine et du rentre-dedans qu'il faut protéger les citoyens et le rôle fondamental des institutions et de l'Etat. Il ne faut pas se méprendre. Il ne s'agit pas de protéger un régime ou un chef d'Etat, mais de servir de garde-fous contre les dévoyés du pouvoir d'informer. Qu'on le veuille ou non, les journalistes détiennent un pouvoir et il ne faudrait pas qu'il se transforme en pouvoir de nuisance. Contre l'irresponsabilité, un bon code pénal pourra attaquer là où ça fait mal, la caisse et la trésorerie. Les amendes et réparations pourraient être plus efficaces que tous les ordres de journalistes du monde.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Y-a-t-il-des-journalistes-dans-la,17519.html>